

Les puissances moyennes et l'Afrique

L'AFRIQUE est restée plus longtemps que tout autre continent à l'écart des grandes transformations du système international. L'accession à l'indépendance a été un phénomène majeur, mais elle n'a pas immédiatement entraîné de redistribution du pouvoir entre les pôles dominants de l'économie mondiale ni entre les grandes puissances militaires. Des zones d'influence se sont constituées selon des lignes héritées de la colonisation et les conflits Est-Ouest n'ont pas directement pénétré le continent africain avant la crise angolaise de 1975.

Pourtant, avec l'accélération du processus de libération nationale en Afrique australe, l'érosion croissante de l'emprise des anciennes puissances tutélaires et la dégradation de la situation économique sur le continent, l'Afrique s'est trouvée progressivement englobée dans un vaste processus de restructuration géopolitique tendant à modifier les rapports de force à l'échelle mondiale dans la décennie 1970. Faute de pouvoir relever à elle seule ce défi, elle a été amenée à rechercher de nouvelles solidarités extérieures susceptibles de lui fournir, d'une part, des garanties politico-militaires l'aidant à assurer sa stabilité, d'autre part, la possibilité de retirer un avantage, même marginal, de la restructuration des relations économiques internationales en cours.

La première conséquence, et la plus spectaculaire, a été l'insertion structurelle des deux grandes puissances dans les deux zones conflictuelles majeures en Afrique (Corne, Afrique australe). Elle s'est accompagnée de l'émergence de Cuba dont l'engagement africain est original à double titre, car il fournit l'exemple unique d'une puissance périphérique ayant trouvé sur le continent noir les moyens de se hisser au rang de « petit super-Grand », mais n'ayant pu acquérir ce statut qu'avec l'appui d'une super-puissance.

La deuxième conséquence a été l'arrivée en Afrique des « nouveaux centres de pouvoir » qui s'efforcent de valoriser sur ce continent leurs objectifs nationaux. Une double évolution s'est en effet produite : dans les pays du Nord, le dynamisme décroissant des économies américaine et européenne à partir de la fin des années 1960 a transformé l'ancienne complémentarité des grandes puissances industrielles en une concurrence acharnée. La compétition s'est naturellement tournée vers la conquête de nouveaux marchés et vers les pays en développement : ainsi le Canada, la RFA sont-ils devenus, sur le marché africain, les rivaux de la France et de la Grande-Bretagne. Dans le même temps s'opérait, dans les pays du Sud, le « décollage » industriel d'un certain nombre d'États, dont le Brésil (avec une croissance de 9,1 %, progressant plus vite que la moyenne mondiale et une politique d'ouverture de plus en plus forte) et l'Inde (qui, pour s'appuyer essentiellement sur son marché intérieur, n'en est pas moins un fort exportateur de technologies intermédiaires et le premier fournisseur mondial d'experts en matière industrielle), tandis que les pays producteurs de pétrole, et notamment l'Arabie saoudite, récupéraient une grande partie de la rente pétrolière.

Mus par de nouveaux intérêts et dotés de nouveaux moyens, ces États aux ambitions jusqu'alors limitées, ont manifesté leur souci de peser sur l'environnement international au-delà de leur cadre régional immédiat. Selon une logique surtout commerciale, mais également parce que leurs impératifs de sécurité étaient perçus à une plus vaste échelle géographique, ils ont commencé à avoir une « politique africaine ». Cela étant, leur comportement répond moins à une stratégie continentale cohérente qu'à des politiques subrégionales obéissant à des intérêts géopolitiques

que essentielle à sa sécurité. Sa politique rejoint très largement celle des États africains riverains qui recherchent la démilitarisation de cet espace, ainsi que l'a confirmé le dernier sommet des non-alignés. Bien que sa préoccupation première soit d'écarter les États-Unis de la région, l'Inde n'est pas indifférente non plus à la nécessité d'atténuer l'alignement diplomatique de certains États sur l'Union soviétique.

Cette considération est également présente chez les Brésiliens dans leurs relations avec l'Afrique lusophone et principalement avec l'Angola. Mais, dans le même temps, le Brésil s'efforce aussi d'affermir ses relations avec ces pays afin de se donner auprès du Tiers monde une image plus « progressiste ».

L'Allemagne, pour sa part, inscrit sa politique africaine en partie dans une logique Est-Ouest, en partie dans une logique Nord-Sud. Elle redoute l'expansion de l'URSS en Afrique et ses répercussions négatives pour l'approvisionnement de l'Europe en matières premières. Elle pallie, grâce à une politique d'aide au développement tout à fait originale par le rôle qu'y jouent les institutions de droit privé, les difficultés pouvant surgir du fait de son intransigeance face à toutes les revendications du Tiers monde pour une organisation des marchés et la construction d'un nouvel ordre économique international.

L'extrême prudence des nouveaux venus à l'égard des problèmes les plus brûlants en Afrique, leurs choix en demi-teinte et, pour certains, leurs contradictions (cf. la position allemande à

